

Monsieur le Président, excellence, distingués délégués.

La France sera breve mais se félicite de la qualité des débats qui se sont tenus sur un enjeu essentiel « Équilibrer les trois dimensions du développement durable: de l'intégration à la mise en œuvre ». qui témoigne de la prise de conscience collective, progressive et salubre de l'ensemble des pays de la région.

Permettez moi d'insister sur un point, celui de la préservation de l'environnement. En décembre, la France accueillera la 21e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique. Notre objectif est de parvenir à un accord universel, différencié, juridiquement contraignant, limitant l'élévation de la température moyenne de la planète à 2° C ou 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels.

Il est inutile de rappeler les conséquences désastreuses du non respect de ces seuils. La région les connaît trop bien : Sécheresses, typhons, disparition de certains territoires, effets dramatiques sur la santé publique et la sécurité alimentaire ; des coûts considérables pour nos économies ; des menaces envers la paix, avec des risques accrus de conflits pour les ressources rares et des mouvements massifs de population, sources de tensions sécuritaires.

Notre responsabilité est grande, car nous sommes la première génération à prendre pleinement conscience de la gravité du problème, mais la dernière à pouvoir encore agir efficacement. C'est pourquoi la COP 21, qui se tiendra dans moins de 200 jours, constitue une échéance cruciale pour notre avenir commun. La tâche est très complexe : il s'agit de mettre d'accord 195 pays sur des sujets majeurs, qui engagent leur développement à long terme. Notre rôle en tant que présidence de cette conférence, c'est d'écouter chacun, de faire converger les points de vue, de faciliter

les compromis, tout en conservant un niveau élevé d'ambition, car sans accord ambitieux, nous ne serions pas à la hauteur des enjeux.

L'objectif, si on le résume, consiste à définir une trajectoire mondiale crédible de transition vers des économies moins consommatrices en carbone. Elle repose sur quatre piliers : un accord intergouvernemental, universel, différencié et juridiquement contraignant ; des contributions nationales, c'est-à-dire des engagements prévisionnels, de tous les Etats, à la fois sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et sur l'adaptation aux effets du dérèglement climatique ; un volet financier et technologique, essentiel pour garantir l'efficacité et l'équité de l'accord ; enfin, et c'est une innovation par rapport aux négociations précédentes, des engagements complémentaires des acteurs non gouvernementaux – les villes, les régions, les entreprises, les associations, la société civile.

Nous remercions les pays de l'Asie pacifique pour leur mobilisation dans la réussite de cette Conférence. Je vous remercie.